Paris le 24 novembre 2026

COORDINATION
Airbus Group

INVESTIR DANS L'INDUSTRIE !

Contrairement à cette idée qui se reprend tout aussi dangereusement qu'inexorablement, en France, il y a des choses qu'on sait très bien faire. L'aéronautique, le spatial et la défense en font partie.

Chez Airbus, livrer nos avions à l'heure, c'est difficile. Mais nous le faisons. Et nous le faisons avec le niveau de qualité qu'attendent nos clients et qu'exige la sécurité des passagers.

Ce que nous savons aussi très bien faire depuis plus de cinquante ans, c'est maintenir un niveau de Dialogue Social qui contribue directement à notre performance industrielle et sociale. Nous pourrions même parler d'excellence. C'est tout aussi difficile. Il faut se battre pour la faire vivre, peut être que cela devient aussi plus difficile, mais nous y arrivons.

Nous apprécirions d'ailleurs aujourd'hui que le Dialogue Social en France s'inspire de celui que nous avons su construire chez Airbus

Ce que nous attendons de nos responsables politiques, c'est une vision à long terme et le courage d'investir et de permettre les investissements dans ce qui paie les factures à la fin du mois, dans ce qui permet réellement de combattre concrètement la dette publique.

L'industrie en général et l'industrie aéronautique en particulier en font partie

En ce qui concerne l'industrie aéronautique, trop souvent, en France, on nous dit « Vous allez bien, on préfère s'occuper de ce qui va mal ».

Pour **FO**, C'est une grave erreur. C'est justement quand une filière est porteuse d'avenir qu'il faut investir pour qu'elle garde son avance.

Nos concurrents l'ont compris et avancent à une vitesse qui doit nous inquiéter, en France comme en Europe.

Pour **FO** ce qui permet l'excellence industrielle c'est bien sûr le talent des salariés. Mais ce qui la rend possible c'est avant tout nos carnets de commandes. Ce sont eux qui donnent du travail à nos usines et nous permettent d'embaucher, de former et de transmettre nos savoir-faire. Sans ces pré requis, aucune excellence sociale ne peut exister.

Nous avons besoin d'une politique qui encourage les entreprises à réinvestir durablement en France

Pourquoi ne pas imaginer un véritable pacte industriel qui ferait de l'investissement productif, de l'emploi et du dialogue social les contreparties d'une fiscalité favorable à notre industrie ?

Une politique dans laquelle les moyens consentis aujourd'hui seraient appréciés au regard des richesses, des emplois et des recettes qu'ils permettront de créer demain.

C'est cette vision de l'avenir de notre industrie et des responsabilités qui incombent aux pouvoirs publics que **FO** a portée, le 23 novembre 2026, auprès de Mariana Caillaud, conseillère industrie et participations publiques à l'Élysée, lors de la venue du président de la République sur notre site.

Les carnets de commandes de demain se préparent avec les investissements d'aujourd'hui.
C'est là que nous attendons des actes.